

Lutte de classe

Difficile d'être plus clair !

Vous avez pu constater dans le numéro 828 d'*Informations ouvrières*, le journal du Parti des travailleurs, qu'à la page 4 qui était consacrée à l'accord scélérat signé le 11 janvier entre le patronat et les dirigeants syndicaux FO, CFDT, CFTC et CGC, amplifiant la précarité pour les travailleurs, il n'y figurait aucune critique de cet accord, au contraire, ils avaient cru bon de reproduire un communiqué de FO qui en soulignait les aspects positifs, selon les dirigeants de ce syndicat.

Le PT a récidivé dans le numéro suivant.

A la page 4 du n°829 d'*Informations ouvrières* qui était consacrée à cet accord une nouvelle fois, vous en cherchez en vain la plus infime critique. Qui ne dit mot consent.

Pour justifier ce silence qui en dit davantage que de longs discours, voici ce qu'a écrit Daniel Shapira dirigeant du PT syndiqué à la CGT : « *Après le contrat de travail et avant les retraites, c'est le couteau sous la gorge que les organisations syndicales devraient discuter de la représentativité et du financement.* ». Couteau ou non sous la gorge, l'emploi du conditionnel est une précaution inutile puisque l'on sait qu'ils se plieront aux exigences de Sarkozy et du patronat. Qu'est-ce que cela signifie ?

Vous devez comprendre que les dirigeants syndicaux voudraient bien défendre les intérêts des travailleurs, ils voudraient bien ne pas passer leur temps à brader tous nos droits et acquis, ils voudraient bien respecter le mandat que leur ont donné les syndiqués, ils voudraient bien ne pas avoir à trahir une nouvelle fois, mais diable, les voilà pris au piège les malheureux, et quel piège, les voilà avec un « *couteau sous la gorge* », rien de moins ! Alors placés dans une telle situation, camarades, tout s'explique, s'ils craquent bien malgré eux et signent des accords pourris, ce n'est pas de leur faute, entendez par là que Shapira signerait s'il était placé dans les mêmes conditions, car c'est sous la contrainte, quel aveu ! Entre nous, je ne lui confierais ni secret ni ma bourse, il la dilapiderait. Diantre, mettez-vous un instant à leur place, ils sont de bonne foi vous savez, ils n'ont jamais été animés par de mauvaises intentions à l'égard des travailleurs, ils les aiment tant les travailleurs, s'ils discutent et négocient avec les patrons ou s'ils partagent la table de Sarkozy, c'est pour notre bien, un peu comme lorsque Schivardi partagea la tribune avec des membres de l'UMP pendant sa campagne électorale, dans la vie on fait ce qu'on peut vous savez...

Autant dire et vous l'aurez bien compris, le PT couvre et soutient par son silence les pires trahisons des dirigeants syndicaux. Ce n'est pas nouveau, cela dure au moins depuis la fin des années 60, Il est toujours bon de rafraîchir les mémoires, hommage à Lambert oblige, on doit s'appliquer à respecter sa mémoire et son engagement politique, nous allons nous y appliquer minutieusement. C'est ainsi que le PT entend défendre l'existence des syndicats ouvriers et leur indépendance, nous en prenons bonne note.

Plus fort encore. A la page 7, Isabelle Rémy fait un rapprochement entre le soutien de Royal à cet accord et la « *rénovation* » du PS dans ces termes :

« *N'y a-t-il pas un rapport avec l'appel de Mme Royal à voter oui au traité européen ?*

On comprend mieux dès lors le sens des débats autour de la « rénovation » du Parti socialiste : « Dresser l'acte de décès du socialisme traditionnel » (Gaëtan Gorce, « rénovateur » du PS, Libération, 12 novembre 2007).

« *L'acte de décès du socialisme* » est donc, de l'aveu même de dirigeants du PS, inséparable de la liquidation du syndicalisme indépendant fondé sur la reconnaissance de la lutte de classe.»

Si vous avez bien suivi, Royal soutient cet accord et le PT en déduit qu'elle participe à la liquidation des syndicats. C'est correct. Mais lorsque le PT se tait et ne dénonce pas le rôle inique des dirigeants syndicaux, notamment celui de Force ouvrière, fait-il autre chose que Royal ?

Rappel historique pour comprendre sous forme de questions.

La création de Force ouvrière issue de la scission de la CGT en 1947-48, n'a-t-elle pas eu comme point de départ l'acceptation du plan Marshall de reconstruction du capitalisme en France et la lutte farouche contre le communisme ? Force ouvrière est le produit à la fois d'une défaite, d'une trahison et de la subordination du prolétariat à l'impérialisme, on a un peu trop tendance à l'oublier semble-t-il. Entre nous, FO n'a rien à envier à la CFDT, si ce n'est d'être plus hypocrite, c'est là que l'on comprend la fonction de son flanc gauche animé par le PT.

La création de Force ouvrière ne s'est-elle pas faite sur les cendres de la Charte d'Amiens qui entendait lutter pour défendre les droits matériels et moraux de la classe ouvrière, mais aussi et surtout, pour l'abolition du capitalisme. On peut difficilement lutter contre le capitalisme quand c'est lui qui détient les cordons de la bourse, c'est facile à comprendre et c'est logique.

A tout hasard je formule une hypothèse, l'acte de décès du trotskysme n'aurait-il pas coïncidé en réalité avec la subordination de l'appareil du Parti communiste internationaliste sous la houlette de Pierre Lambert au début des années 50, à l'appareil réformiste de Force ouvrière et à l'idéologie bourgeoise via l'anarchiste anticommuniste A. Hébert ?

Quand on voit la couardise dont font preuve aujourd'hui les dirigeants du PT et qu'on analyse leurs argumentations qui mettent en lumière leurs réelles intentions politiques, il est parfaitement légitime de le penser.

Mais ils ne sont pas en reste, il leur faut sans cesse tenter de justifier leurs positions afin de répondre par avance aux questions que leurs militants pourraient se poser. Le vrai piège, il est là !

Dans la même page pour nous clouer le bec, ils ont reproduit des formules à teneur marxisante qu'ils ont incluses dans leur *Manifeste pour un parti ouvrier indépendant*. En voici un extrait qui va nous éclairer sur leurs véritables intentions politiques et sur la perspective politique qu'ils proposent aux travailleurs :

« *Le point de vue des exploités*

D'un côté, une minorité d'exploiteurs qui possèdent en propre les moyens de production (...). De l'autre, l'immense majorité de la population, travailleurs des villes et des campagnes (...), tous ceux qui subissent les conséquences de cette exploitation. La reconnaissance de la lutte de classe signifie la reconnaissance du droit pour les exploités et les opprimés de s'organiser en toute indépendance et, en particulier, de disposer d'organisations syndicales indépendantes de l'Etat, de l'Union européenne, du gouvernement, des patrons, et dont l'indépendance suppose aussi l'indépendance vis-à-vis des partis politiques. »

Relisez encore une fois ce passage et dites-moi si je me trompe, les exploités n'ont qu'un seul droit : celui de s'organiser dans des syndicats et accessoirement, notez-le bien car c'est important, dans des partis politiques indépendant de l'Etat, etc. Il s'agit de leur programme et non d'un tract ou d'un document à valeur de propagande, ils répondent à Royal et Buffet, donc à des dirigeants politiques et non syndicaux, je précise.

Je crois me souvenir que c'est Marx ou Engels qui disait que la révolution était légitime, donc qu'elle constituait en quelque sorte un droit légitime pour les exploités. Donc si j'ai compris ce que disait Marx ou Engels, la reconnaissance du droit des exploités à faire leur révolution, la révolution prolétarienne, excluait la reconnaissance pour les exploités de disposer de droits distincts, celui à exister leur était contesté et devait être aboli, ils devaient céder la place. Pour Marx et Engels, la reconnaissance de la lutte des classes était indissociable du droit légitime du prolétariat à faire sa révolution, c'est-à-dire, s'emparer du pouvoir pour abolir le capitalisme. Pour le PT la reconnaissance de la lutte des classes se borne à reconnaître à chaque classe le droit de pouvoir se battre l'une contre l'autre et rien de plus. On pourrait parler d'un vide politique sidéral.

Vous me direz qu'ailleurs ils mettent en avant l'Assemblée constituante souveraine, mais là encore, quand ils ne se contentent pas de décrire une situation sans se donner les moyens de la changer, ils se fixent un objectif sans se donner les moyens pour l'atteindre, dites-moi au bout du compte à quoi cela peut-il servir ? A rien, à faire durer le plaisir, à assurer la pérennité du capitalisme. C'est un couteau sans lame insuffisant pour trancher la tête des dirigeants syndicaux qui peuvent être rassurés, et Sarkozy n'est pas près de finir comme Louis XVI !

Dans le passage en question de ce *Manifeste*, en fait les droits des travailleurs s'inscrivent dans le cadre du capitalisme sans qu'il leur soit possible de le renverser, ce n'est précisé nulle part. Ils ont le droit de s'organiser

en syndicats et accessoirement en partis, point. Et si vous cherchez une référence à la révolution prolétarienne dans le reste de leur *Manifeste*, vous n'en trouverez pas la moindre trace.

A de multiples reprises j'ai souligné au cours des dernières années que le PT procédait par omission, alors au lieu de vous casser la tête à essayer de comprendre ce qu'ils ont écrit, ce qui vous conduira le plus souvent à vous enfermer dans une abstraction et finalement ne comprendre que ce qu'ils veulent bien vous faire comprendre pour que vous vous rangiez gentiment à leurs positions, un conseil, vérifiez plutôt qu'il n'y manque rien, c'est préférable.

Question : quel est le meilleur moyen de défendre l'existence et l'indépendance des syndicats, de défendre tous nos droits et acquis sociaux et démocratique : était-ce en inscrivant notre combat dans le cadre de la démocratie formelle et bourgeoise où les différentes classes disposeraient soi-disant des mêmes droits, ou en proposant au prolétariat une perspective politique lui permettant de lutter pour renverser le régime afin de lui donner les moyens politiques de combattre le capitalisme et de le renverser, de prendre le pouvoir, comme il est écrit dans le *Manifeste du parti communiste* de K. Marx ou la Charte d'Amiens ?

Cela n'empêche évidemment pas le PT de critiquer ceux qui collaborent avec le capitalisme, de façon à faire oublier leur propre collaboration avec les appareils syndicaux, donc avec le pouvoir en place.

Voilà ce qu'ils ont écrit à propos de la position de Buffet sur le contrat de travail et le CDI : « *Si l'on comprend bien, il faudrait donc que les syndicats participent à la « gestion » de l'entreprise en commun avec le patron ?* ». Mais que font-ils la plupart du temps dans les comités d'entreprise ? Ne participent-ils pas depuis longtemps à une multitude d'organismes avec le patronat au niveau national, européen et international sans que cela gêne le PT outre mesure semble-t-il ?

A la page 4, ils commettent un grossier mensonge. Ils prétendent que l'OIT aurait imposé à Sarkozy de liquider le CNE, alors qu'elle ne dispose d'aucun pouvoir coercitif sur les Etats, elle ne peut pas imposer une mesure ou une loi selon sa constitution, à laquelle je vous renvoie si vous désirez le vérifier vous-même. Je cite :

« *L'article 11 établit « l'obligation de motiver les licenciements : tout licenciement doit être fondé sur un motif réel et sérieux ». Liaisons sociales (15 janvier) commente ainsi cet article : « Cette disposition marque la fin du CNE. » Certes, mais, de toute façon, l'OIT avait condamné le CNE et la France était dans l'obligation d'y mettre fin. Loin d'être une concession du Medef, cette disposition ne fait que se mettre en conformité avec la décision de l'OIT. ».*

D'une part, je ne suis pas sûr que cette disposition s'applique bien au CNE qui à ma connaissance n'a pas disparu, d'autre part, ils ne parlent pas des centaines de milliers de travailleurs qui ont signé un CNE. Il faudrait lire cet accord en entier pour répondre plus précisément à cette question. On ne compte plus les pays dans le monde qui ne suivent pas les délibérations de l'OIT, mais Sarkozy aurait été obligé de s'y conformer, on justifie comme on peut son soutien aux appareils et à un organisme dépendant de l'ONU, une institution au service des travailleurs comme chacun sait.

Mais le PT se veut moins avare qu'autrefois en arguments, tous plus opportunistes les uns que les autres.

Sur les 10 000 licenciements qui ont eu lieu chez Ericsson en Suède sans aucun jour de grève et malgré 90% de syndiqués, ils ont un bouc émissaire tout trouvé : « *Bref, Ségolène Royal prône un « syndicalisme de masse », mais d'un genre particulier : celui d'un « syndicalisme » associé à la gestion des restructurations et mettant en oeuvre les plans de licenciements. »*

Question : qui a ouvert la voie à ce genre de syndicalisme associé à la gestion des entreprises ? Qui y a mis la main à la pâte dès le début des années 50 et jusqu'à nos jours ? Quand on n'a pas une conscience politique bien trempée et que l'on participe à la gestion d'une entreprise ou qu'on y est associé par l'intermédiaire de différents organismes, on a tendance à vouloir équilibrer les choses, à trouver des solutions à la place du patron, on se veut utile, les rapports dans l'entreprise deviennent plus intimes entre les classes surtout au profit des intérêts de l'entreprise qui en contrepartie en reversera des miettes aux salariés (les fameuses négociations) jusqu'au jour où elle les virera. La volonté s'émousse, la détermination faiblit, on devient un partenaire de confiance pour le patron, il va même jusqu'à vous faire des confidences ou vous confie des tâches spécifiques, une mission, et comme les dirigeants syndicaux, il vous invite au restaurant ou à une sauterie. Vous voilà pris au piège si vous ne réagissez pas, soumis et prêt à signer n'importe quoi. Je connais la musique, j'ai

refusé de signer une liste de licenciement en tant que cadre et j'ai été viré dans la foulée (en 1996) !

On nous parle de la collaboration de classes comme si c'était quelque chose de nouveau, idem pour le capitalisme mondialisé. Ou alors ils en parlent en détournant le sujet. A l'opposé, par exemple, pour mettre un terme à la collaboration de classes, il faut revenir à un syndicalisme de lutte de classe, classe contre classe, avec comme arme la grève, en sachant qu'elle débouchera un jour sur la grève générale insurrectionnelle.... Si l'on retient cette tactique, tous nos coups vont se diriger contre Sarkozy et son gouvernement, contre les institutions et l'Etat bourgeois. Pour le PT quand il ne faut pas aller à Bruxelles, une balade par Washington s'impose, Paris c'est franchement trop près de chez vous. Sarkozy applique le programme du capitalisme mondial, pourquoi s'évertuer à chercher autre chose ailleurs ?

« Assez convergentes », *les idées de Sarkozy et de Strauss-Kahn ? Et pour cause ! Sarkozy applique avec zèle les « recommandations » du FMI »*

C'est un secret de polichinelle. Pourquoi dire qu'il applique les directives de Bruxelles, les recommandations de Washington, celle de l'ONU, de la Banque mondiale, de l'OCDE, de BCE si ce n'est pas pour rompre avec les appareils qui participent à une multitude d'organismes liés ou issus de ces institutions politique ou financière ?

Pourquoi ne pas dire que Sarkozy est illégitime ? S'il est légitime, le capitalisme est légitime.

Dès lors que l'on ne remet pas en cause la légitimité d'un président élu qui applique un programme antisocial ou qui ne remet pas en cause le système social existant avec toutes les inégalités et injustices qu'il comporte, on capitule. C'est la leçon que je tire du soulèvement populaire qui s'est produit au Kenya après les élections présidentielles qui viennent d'avoir lieu. Même si des couches du prolétariat sont manipulées comme cela s'est produit dans les ex-pays de l'Est en Europe ces dernières années, les couches les plus pauvres ont tendance dans le monde à remettre en cause l'élection d'un président dont ils savent par avance qu'ils n'ont rien à en attendre. On a pu constater que les résultats des élections dans de nombreux pays tendaient à être remis en cause par une partie de plus en plus nombreuse de la population.

La légitimité de Sarkozy repose sur une triple tromperie : la première, il a baratiné les électeurs pour se faire élire avec l'aide des médias en soudoyant les esprits les plus faibles, à moins de remettre notre destin entre les mains d'une personne utilisant ce genre de procédé abjecte, on ne peut lui accorder aucune légitimité par ce biais ; la seconde, il serait le président de tous les Français, alors qu'il tient son pouvoir de la Constitution de la Ve république qui est bonapartiste et antidémocratique, donc comme elle, il est frappé d'illégitimité ; la troisième qui complète la seconde, il ne peut pas être à la fois le président des milliardaires et celui des ouvriers et des employés, ils ne peuvent pas avoir les mêmes intérêts fondamentaux.

On ne s'intéresse pas aux miettes, on veut tout leur prendre aux capitalistes. Qu'est-ce que c'est que ces renationalisations (Airbus) sans que soit précisé **sans indemnité ni rachat** ? Qui va payer ? Nous bien sûr ou le prolétariat chinois ou indiens. Camarades, la paix sociale est à ce prix là ! Comme en 36, 47, 81. Pas de vagues, pas de *grand soir*, pas de révolution, un processus institutionnel fera l'affaire. En effet, difficile d'être plus clair !

Le combat contre Sarkozy, c'est le combat contre les inégalités et les injustices devenues monstrueuses qu'ils incarnent avec son gouvernement et son Parlement à sa botte.

Quand la bourgeoisie prit le pouvoir en 1789, pour satisfaire ses revendications économiques et sociales, elle s'aperçu qu'elle devait abolir les privilèges de la noblesse et de l'Eglise qui étaient liés au régime monarchique, alors pour y parvenir, sur le plan politique elle avança la revendication de l'abolition de la monarchie.

De la même manière pour que le prolétariat prenne le pouvoir, pour satisfaire toutes ses revendications qui vont bien au-delà des droits et acquis que nous avons déjà perdus, il doit abolir les privilèges que l'Etat bourgeois accorde aux capitalistes, alors pour y parvenir, sur le plan politique, il doit avancer la revendication de l'abolition des institutions et de la constitution de la Ve République.